

of the area and how are such boundaries determined; (vi) what are the criteria, if any, for the projects which can become eligible for funding and (vii) what changes, if any, have been made in the concept and administration of the Fund since September 1984?

No. 7.

By the Honourable Senator Graham:

3rd February, 1987—Of the 511 offers of assistance made to industry by Enterprise Cape Breton as of October 7th, 1986, (i) how many of these offers have been accepted; (ii) what sums of money have been paid out to each individual enterprise; (iii) how many jobs are currently in place in each of such individual enterprises and (iv) what plants and how many jobs are now in place in Cape Breton as a result of the Cape Breton tax credit?

No. 8.

By the Honourable Senator Marshall:

10th March, 1987—1. What is the break down of spending directed to the Province of Newfoundland, by federal district, on (i) regional development; (ii) equalization payments (where applicable); and (iii) established program funding?

2. What is the list of each project and the amount allocated by federal district?
3. What is the cost-sharing ratio in each project?

No. 10.

By the Honourable Senator MacEachen, P.C.:

12th March, 1987—1. Is there any existing commitment by the Government of Canada to accept contingency deployment of nuclear weapons in Canada, and does the Canadian Government retain the right to refuse such deployment at all times?

2. When notification of overflight by foreign military aircrafts of Canadian territory is given to the Canadian Government (i) is the Canadian Government notified at the same time whether the military aircraft concerned carries nuclear weapons; (ii) does the Canadian Government authorize such overflights as a matter of course; (iii) if not, are there criteria; (iv) are there agreements with our Allies concerned determining the conditions for such overflights; (v) which Canadian authority authorizes overflight with nuclear weapons?

des sommes prélevées est-elle limitée à une région du Canada en particulier, et dans ce cas, quelles sont les lignes de démarcation de cette région et comment a-t-on procédé pour établir cette démarcation; vi) quels critères, s'il en est, ont présidé au choix des projets qui peuvent être admissibles à une allocation de fonds, et vii) quels changements, s'il en est, ont été apportés au concept et à l'administration de ce Fonds depuis septembre 1984?

N° 7.

Par l'honorable sénateur Graham:

3 février 1987—Des 511 offres d'assistance faites à l'industrie par *Entreprise Cape Breton*, au 7 octobre 1986, i) combien de ces offres ont été acceptées; ii) quelles sommes ont été versées à chacune de ces entreprises; iii) combien d'emplois chacune de ces entreprises compte-t-elle aujourd'hui, et iv) combien d'entreprises y a-t-il maintenant à Cap-Breton et combien d'emplois ces entreprises comptent-elles à la suite de l'instauration du crédit d'impôt au Cap-Breton?

N° 8.

Par l'honorable sénateur Marshall:

10 mars 1987—1. Quelle est la ventilation des dépenses ayant trait à la province de Terre-Neuve, par district fédéral, en matière i) de développement régional; ii) de paiements de péréquation (selon le cas); et iii) de financement des programmes établis?

2. Quelle est la liste de chaque projet et quel montant a été alloué par district fédéral?
3. Quel est le coefficient de participation aux frais dans chaque projet?

N° 10.

Par l'honorable sénateur MacEachen, C.P.:

12 mars 1987—1. Existe-il actuellement un engagement de la part du gouvernement du Canada d'accepter la mise en place, en cas d'urgence, d'armes nucléaires au Canada, et le gouvernement du Canada se réserve-t-il le droit de refuser de telles mises en place en tous temps?

2. Lorsque le gouvernement canadien est avisé que des appareils militaires étrangers survoleront le territoire canadien: i) le gouvernement canadien est-il en même temps informé si l'appareil militaire concerné transporte des armes nucléaires; ii) le gouvernement canadien autorise-t-il normalement de tels survols; iii) sinon, quels en sont les critères; iv) avons-nous des ententes avec nos alliés concernés établissant les conditions qui régissent de tels survols; v) quelle est l'autorité canadienne compétente qui autorise le survol d'appareils transportant des armes nucléaires?